

# EXAMEN MUTUEL de l'efficacité du développement en Afrique : Promesses & Résultats

Rapport conjoint de la Commission  
économique des Nations Unies pour l'Afrique  
et de l'Organisation de coopération  
et de développement économiques

2009



# EXAMEN MUTUEL de l'efficacité du développement en Afrique : Promesses & Résultats

*Le rapport 2009 Examen Mutuel de l'efficacité du développement en Afrique : Promesses et Résultats* a été préparé conjointement par la CEA-ONU et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en étroite concertation avec le Secrétariat du NEPAD. Ce rapport est étayé d'annexes contenant des informations détaillées sur chacun des quinze thèmes traités. Ces annexes sont disponibles via les liens suivants : [www.uneca.org](http://www.uneca.org) ou [www.oecd.org/fpa](http://www.oecd.org/fpa)

2009



# EXAMEN MUTUEL de l'efficacité du développement en Afrique : Promesses & Résultats

Rapport conjoint de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et de l'Organisation de coopération et de développement économiques

## Table des matières

---

Résumé	6
<b>PARTIE I : VUE D'ENSEMBLE PROGRÈS ET DÉFIS POUR L'AFRIQUE</b>	
■ CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE	10
■ INVESTIR DANS L'HUMAIN	14
■ BONNE GOUVERNANCE	18
■ FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT	21
■ PRINCIPALES QUESTIONS TRANSVERSALES	24
<b>PARTIE II : RÉSUMÉS THÉMATIQUES</b>	
<b>■ THÉMATIQUE I : CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE</b>	
• Agriculture	28
• Commerce et diversification des échanges	30
• Infrastructures	32
• Environnement réglementaire et institutionnel pour le secteur privé	34
• Durabilité environnementale et changement climatique	36



## ■ THÉMATIQUE II : INVESTIR DANS L'HUMAIN

- Éducation 38
- Santé 40
- Égalité des sexes 42

## ■ THÉMATIQUE III : BONNE GOUVERNANCE

- Gouvernance politique 44
- Gouvernance économique 46
- Paix et sécurité 48

## ■ THÉMATIQUE IV : FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

- Ressources publiques intérieures à l'appui du développement 50
- Investissement direct étranger et autres apports financiers privés 52
- Aide au développement 54
- Dette extérieure 56

## PARTIE III : APPENDICES

### TABLEAUX ET GRAPHIQUES

- Les objectifs du millénaire pour le développement 60
- Le financement du développement 61
- Les perspectives mondiales 61

### LISTE DES SIGLES

62

### PRINCIPALES RÉFÉRENCES

64

### REMERCIEMENTS

66

# Préface

En septembre 2000, la communauté internationale dans son ensemble a adopté les objectifs du millénaire pour le développement (OMD), qui sont l'expression de son engagement en faveur du développement et de l'éradication de la pauvreté. Par la suite, les gouvernements des pays africains comme leurs partenaires au développement ont souscrit à toute une série d'engagements de nature à les aider à atteindre ces objectifs. En 2003, les dirigeants africains ont demandé à la Commission des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et à l'OCDE de dresser périodiquement un bilan des progrès accomplis au regard de ces engagements, dans le cadre d'un exercice de suivi et de reddition mutuelle de comptes.

Il s'agit du deuxième bilan de ce type, qu'ont entrepris conjointement nos deux institutions au deuxième semestre 2008. Nous sommes conscients qu'il se déroule à un moment particulièrement crucial. Nous avons en effet dépassé la moitié du parcours entre l'adoption des OMD en 2000 et l'échéance de 2015 fixée pour leur réalisation. La question de savoir si les engagements souscrits prennent corps dans les faits et s'ils produisent des résultats, suscite un intérêt grandissant. Nous sommes également à un stade où l'économie mondiale amorce un sévère ralentissement, qui touche toutes les régions, et qui risque fort de compromettre les progrès vers la réalisation des OMD. Autant d'événements qui appellent à reconsidérer en profondeur la façon dont le système international doit fonctionner.

Dans ce contexte, ce bilan constitue à la fois un exercice de « reddition mutuelle de comptes », qui évalue ce qui a été fait pour honorer les engagements souscrits, et un examen de « l'efficacité au regard du développement », qui mesure les résultats obtenus. Il se veut également un outil concret que puissent utiliser les responsables politiques dans leur réflexion sur les grands enjeux à venir en matière d'action publique. Le rapport qui suit et les annexes qui viennent le compléter présentent nos principales conclusions. Nous nous sommes intéressés au tableau d'ensemble de l'Afrique,

tout en reconnaissant la diversité des situations que la réalité recouvre. Il nous est apparu que, de part et d'autre, beaucoup avait été fait pour donner corps aux engagements mutuels pris dans un large éventail de domaines, même si les deux parties doivent accentuer leurs efforts sur certains fronts. Certes, bien des résultats positifs sont à noter, même s'ils ne sont pas toujours reconnus, mais les difficultés que doit encore surmonter l'Afrique sont énormes si elle veut accélérer ses progrès vers la réalisation des OMD.

En ce qui concerne l'avenir, le processus de développement en Afrique doit continuer d'être du ressort des gouvernements africains et de leurs citoyens. Il est toutefois inextricablement lié à l'évolution de l'économie mondiale dans son ensemble. Des questions comme le changement climatique et les échanges, déterminantes pour les perspectives de développement de l'Afrique, sont en train de redéfinir le rôle que sont appelés à jouer les partenaires au développement de l'Afrique dans le monde d'aujourd'hui. Avec les objectifs centraux énoncés dans les OMD, ils sont les principaux enjeux de l'action collective pour la génération qui est la nôtre.

## **Nous appelons les gouvernements africains**

- À continuer à mettre en œuvre le programme d'action à l'appui de la réforme politique et économique définie dans le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique en 2001, puis entériné et étoffé par l'Union africaine ;
- À intensifier les efforts déployés pour affecter les fruits de la croissance économique et une plus grande part des recettes publiques à la réalisation des OMD ; et
- À redoubler d'efforts pour promouvoir une action collective au plan régional sur les principales questions politiques et économiques, et accélérer l'intégration économique régionale.

## Nous appelons les partenaires au développement et l'ensemble de la communauté internationale

- À prendre pleinement en compte les intérêts de l'Afrique dans les négociations internationales qui seront menées en 2009 tant sur les accords relatifs au commerce multilatéral que sur le cadre applicable à l'après-protocole de Kyoto ;
- À apporter une réponse positive à la revendication de l'Afrique d'être davantage représentée dans les discussions qui auront lieu sur des enjeux systémiques de portée générale, notamment la réforme de l'architecture financière internationale et des institutions financières internationales ; et
- À donner suite aux engagements souscrits en vue d'accroître le volume et d'améliorer l'efficacité de l'aide publique au développement d'ici à 2010.

Enfin, nous sommes reconnaissants aux Chefs d'État et de gouvernement des pays membres du NEPAD d'avoir confié à nos deux institutions la mission de travailler ensemble sur ce rapport. Nous exprimons également notre gratitude au Secrétariat du NEPAD pour le précieux concours qu'il nous a apporté au cours de cet exercice. Notre collaboration a été fructueuse et nous pensons qu'elle offre un modèle illustrant comment les mécanismes de reddition mutuelle de comptes pourraient fonctionner en général, et tout particulièrement dans la perspective du Sommet de 2010 qui sera consacré au bilan de la réalisation des OMD.

Nous recommandons ce rapport aux responsables africains et à leurs partenaires au développement.



*Abdoulaye Janneh*

**Abdoulaye Janneh**  
Secrétaire exécutif  
Commission économique pour l'Afrique des Nations unies  
(CEA-ONU)



©OECD Photo/Silvia Thompson

*Angel Gurría*

**Angel Gurría**  
Secrétaire général  
Organisation de coopération et de développement économiques  
(OCDE)

# RÉSUMÉ



© Curt Carnemark / World Bank

Depuis l'adoption des objectifs du millénaire pour le développement en 2000, tant **les gouvernements africains** que leurs **partenaires au développement** ont souscrit à une série d'engagements mutuels visant à promouvoir la concrétisation de ces objectifs en Afrique. Ces engagements sont repris dans le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), lancé en 2001 par des dirigeants africains, et dans des déclarations ultérieures de l'Union africaine, ainsi que dans l'action menée pour y répondre par les partenaires au développement, notamment en tant que parties à des accords internationaux de portée plus générale comme le consensus de Monterrey ou au sein de tribunes telles que l'Union européenne et le G8. En 2003, les dirigeants africains ont demandé à la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA-ONU) et à l'OCDE de procéder périodiquement à un examen conjoint des progrès accomplis au regard de ces engagements.

Il s'agit du deuxième exercice de ce type, mené conjointement par des équipes de la CEA-ONU et de l'OCDE, en étroite concertation avec le secrétariat du NEPAD et avec le concours d'institutions africaines et internationales et de la société civile.

**Il vise à répondre à quatre questions essentielles :**

- **Quels sont les principaux engagements souscrits par les pays africains et par leurs partenaires au développement ?**
- **Ces engagements ont-ils été respectés ?**
- **Quels sont les résultats obtenus à ce jour ?**
- **Quelles sont maintenant les priorités pour l'avenir ?**

## LA NATURE DES ENGAGEMENTS :

Les engagements souscrits relèvent de quatre grandes catégories. **Les gouvernements africains** se sont engagés à promouvoir la croissance économique, à investir dans le développement humain, à assurer une bonne gouvernance, et à mobiliser des ressources, tant publiques que privées. **Les partenaires au développement** de leur côté ont pris des engagements en vue d'appuyer les efforts de l'Afrique dans tous ces domaines. C'est autour de ce fil conducteur que s'articule notre rapport.

Nous nous sommes tout particulièrement intéressés aux engagements souscrits collectivement par les responsables politiques, distincts des engagements pris par les autorités nationales de chaque pays. Dans certains cas, il s'agit de l'expression d'une ligne d'action générale. Dans d'autres, ce sont des engagements qui portent sur des ressources spécifiques, concernant par exemple l'affectation des ressources budgétaires intérieures ou le niveau de l'aide au développement. Nous n'avons pas cherché à pointer du doigt les « bons » ou les « mauvais » élèves, même s'il nous arrive d'illustrer notre propos à partir d'études de cas. Notre approche consiste à apprécier la performance globale, en sachant qu'en filigrane les situations sont fort variables d'un pays à l'autre, et qu'il y a inévitablement des exceptions à toute considération générale.

## CE QUI A ÉTÉ FAIT :

Les deux parties au partenariat ont fait beaucoup pour donner corps à leurs engagements mutuels. **L'Afrique** a beaucoup progressé par rapport à ses engagements visant à promouvoir la croissance, investir dans la santé

et l'éducation, améliorer la gouvernance et mobiliser des ressources. De leur côté, **les partenaires** ont accru leur aide financière et leur assistance technique. Mais sur tous ces fronts, il y a encore un long chemin à parcourir pour les deux parties au partenariat afin d'honorer les engagements souscrits, comme le montre plus en détail le rapport. L'échec collectif majeur de la communauté internationale au cours de cette période est incontestablement son incapacité à faire aboutir l'accord sur les négociations commerciales multilatérales, qui demeure d'un intérêt vital pour l'Afrique.

## LES RÉSULTATS :

Quelques résultats positifs ont été obtenus, même s'ils ne sont pas toujours reconnus. L'Afrique a enregistré une croissance économique vigoureuse et soutenue : dépassant depuis 2001 la croissance mondiale par habitant après avoir été à la traîne pendant deux décennies, elle a contribué à réduire la proportion de la population africaine vivant avec moins de 1 dollar EU par jour. La démocratie pluraliste s'impose avec plus de force, et un certain nombre de conflits où l'Etat est l'un des belligérants se résorbent. Des progrès substantiels sont à noter pour ce qui est de l'OMD relatif à l'éducation primaire pour tous. Toutefois, la situation au regard d'autres OMD, en particulier la mortalité maternelle, est très préoccupante, et, selon les tendances actuelles, aucun pays d'Afrique n'atteindra l'ensemble des OMD à l'horizon 2015. Il faut redoubler d'efforts pour améliorer la gouvernance, notamment en consolidant les progrès de la démocratie pluraliste. Il convient d'agir plus résolument pour résoudre des conflits enracinés de longue date qui continuent d'infliger une immense souffrance humaine sur le continent africain. Enfin, le déficit de capacités demeure une contrainte de taille dans tous les secteurs.

### LES DÉFIS QUI SE PROFILENT :

L'instauration d'un développement soutenu et durable en Afrique n'est pas une question circonscrite et indépendante, elle est inextricablement liée à l'évolution de l'économie mondiale dans son ensemble. L'Afrique a déjà été lourdement pénalisée par les hausses des prix de l'alimentation et des carburants de 2008. Elle subit aujourd'hui le contrecoup du ralentissement de l'économie mondiale, et les nouveaux dispositifs qu'il faudrait mettre en place au plan international pour assurer une meilleure gestion de l'économie mondiale revêtent pour elle un intérêt vital. Et, si l'Afrique est la région qui contribue le moins au changement climatique, elle n'en sera pas moins profondément affectée par ses conséquences et a également beaucoup d'intérêts en jeu dans les prochaines négociations relatives au cadre qui pourrait succéder au protocole de Kyoto. Tous ces facteurs sont en train de redéfinir le rôle que sont appelés à jouer les partenaires au développement de l'Afrique.

### LES PRIORITÉS POUR L'AVENIR :

Pour **les gouvernements africains**, les priorités essentielles que nous avons répertoriées sont les suivantes :

- Continuer la mise en œuvre du programme d'action à l'appui de la réforme politique et économique définie dans le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique en 2001, puis entériné et étoffé par l'Union africaine ;
- Intensifier les efforts déployés pour affecter les fruits de la croissance économique et une plus grande part des recettes publiques à la réalisation des OMD ; et
- Redoubler d'efforts pour promouvoir l'intégration régionale et développer les infrastructures régionales.

De la même façon, les grandes priorités pour **les partenaires au développement** et la communauté internationale dans son ensemble consistent à :

- Prendre pleinement en compte les intérêts de l'Afrique dans les négociations internationales qui seront menées en 2009 tant sur les accords relatifs au commerce multilatéral que sur le cadre applicable à l'après-protocole de Kyoto ;
- S'assurer que l'Afrique peut mieux faire entendre sa voix dans les discussions qui auront lieu en 2009 sur des enjeux systémiques de portée internationale, notamment la réforme de l'architecture financière internationale et des institutions financières internationales ; et
- Donner suite aux engagements souscrits en vue d'accroître le volume et d'améliorer l'efficacité de l'aide publique au développement d'ici à 2010.

### STRUCTURE DU RAPPORT, ANNEXES ET INVENTAIRE COMPLEMENTAIRE DES ENGAGEMENTS SOUSCRITS

- **Un rapport principal** (ce document) énonce les quatre thématiques centrales et les questions transversales. Une série de résumés de deux pages reprend les grandes lignes des 15 thèmes traités ;
- Une version élargie de ce rapport comprend **des annexes** donnant des informations détaillées sur chacun des 15 thèmes traités. Cette version téléchargeable est disponible via les liens suivants : [www.uneca.org](http://www.uneca.org) et [www.oecd.org/fpa](http://www.oecd.org/fpa).
- **Un inventaire détaillé des engagements** souscrits – Commit4Africa – par les gouvernements africains et leurs partenaires au développement depuis 2002. Accessible via le lien suivant : [www.commit4africa.org](http://www.commit4africa.org), cet inventaire sera régulièrement mis à jour, et constituera une source permanente d'informations à la disposition des responsables politiques et du public en général.